

# Des services sociaux affaiblis qui doivent malgré tout affronter la crise sanitaire



**F**ace à une crise sanitaire sans précédent, la mission de prévention et de protection de l'enfance, cible des attaques des politiques gestionnaires et néo-libérales ces dernières années, doit pourtant jouer son rôle de solidarité et continuer à prendre soins des populations qui ne peuvent être abandonnées.

Dans un communiqué daté du 17 mars, le secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'enfance "salue la mobilisation exceptionnelle des professionnels" de la protection de l'enfance.

Même calinothérapie que pour le personnel hospitalier. C'est vrai il a raison tous les travailleurs sociaux sont également en première ligne pour tenter, dans cette période de crise alarmante, de protéger les plus fragiles et préserver la cohésion de notre société.

Et face aux inquiétudes remontées par les équipes en termes de manque de moyens, il annonce la rédaction d'une "fiche de consignes claires et stabilisées permettant le maintien de l'accompagnement sécurisé et qualitatif des enfants protégés" !! De qui se fout-il ?

Une fois de plus un plan com' ! Il a décidément du mal à quitter son costard de publicitaire !

**Par la réduction drastique des dotations de fonctionnement le gouvernement a, comme à l'hôpital, mis les services de premières nécessités pour les populations en situation de survie et incapables de faire face à la crise sanitaire et sociale à laquelle nous sommes aujourd'hui confronté.es.**

Pour le social, comme pour l'hôpital, ce n'est pas de la gestion d'une crise mais bien de la gestion de la pénurie dont il s'agit... Pénurie de personnel et de moyens.

Des équipes déjà exsangues doivent faire face à leurs missions de protection alors qu'elles étaient déjà à bout.

Pénurie idéologiquement organisée qui nous revient en boomerang et touche encore les plus vulnérables d'entre nous.

Et cette pénurie va même jusqu'à priver certains soignants des protections minimales pour exercer leurs missions à risque et à considérer que les travailleurs sociaux n'en ont pas besoin alors qu'ils doivent encore se rendre au domicile des familles.

Dans le social, comme à l'hôpital et tous les services publics, c'est bien un big Bang qu'il faudra après ce crash test !

Pour l'hôpital on rappelle les retraité.es en renfort, pour la protection de l'enfance et les services sociaux on fait appel aux étudiant.es, mais toujours aucune annonce sur le recrutement massif dont ces services ont besoin immédiatement. Qu'attendent-ils ?

La prolongation inévitable du confinement va encore aggraver la situation par le risque de multiplication de difficultés d'ordre éducatives, voire de violences intrafamiliales avérées.... Et les mises en sécurité des enfants rendues quasi impossibles.

.../...

A titre d'exemples, dans le Nord, la politique drastique d'économie en œuvre depuis 2016, sur le dos de la prévention et la protection de l'enfance, qui a consisté, entre autres, en la suppression de 700 places en foyers et de postes dans les services sociaux du Département, pèse lourdement aujourd'hui sur le dos des professionnel.les dans ce contexte de crise sanitaire ! Leur mobilisation inédite en 2018 a permis de stopper l'hémorragie de moyens mais la situation demeurerait fortement dégradée !

En Haute Garonne, où il y a encore peu, cet automne, les agent.es des maisons des solidarités ont exercé quasi unanimement leur droit de retrait pour se protéger de la dégradation de leurs conditions de travail, l'exercice des missions de prévention et de protection de l'enfance était encore, avant cette crise du Coronavirus, périlleux.

A Grenoble, Rennes, Brest, Angers, en Seine St Denis, Meurthe et Moselle, Ardèche... partout... les politiques mortifères, toutes calquées sur la même idéologie, imposée par une technocratie locale et nationale, deviennent maintenant littéralement mortelles.

Il est clair que les annonces gouvernementales ne sont absolument pas à la hauteur du défi auquel nous devons faire face.

Alors, nous aussi, Fédération SUD Collectivités Territoriales, adressons "une fiche de consignes claires" à Taquet : **le gouvernement doit contraindre les Départements à débloquer les moyens nécessaires à la mise en sécurité des enfants et à l'accompagnement de leur famille.**

**Cela doit passer par une augmentation immédiate des dotations globales de fonctionnement et des injonctions claires dans le cadre des Plans de Continuité de l'Activité qu'il veut voir mettre en place dans toutes les collectivités locales.**

Paris, la Grange aux Belles, le 20 mars 2020